

La Bulgarie: les difficultés d'un pays en première ligne

Eleanor E Roberts

La Bulgarie rencontre d'immenses difficultés pour faire face à une immigration clandestine massive. Elle est loin également d'avoir réussi à résoudre la question de l'intégration.

La Bulgarie est l'un des nombreux pays européens qui doit faire face à la récente « crise de migration » avec des capacités insuffisantes et des politiques nationalistes qui ne lui facilitent pas la tâche. Depuis 2013, la réponse face à l'augmentation des entrées irrégulières à travers la frontière bulgare-turque s'est limitée à une réaction de gestion de crise; une prédominance beaucoup moins importante a été accordée aux stratégies visant à investir dans des solutions à long-terme. En Bulgarie, l'état actuel en matière de procédure d'asile et de contrôle aux frontières est emblématique de la difficulté qu'il y a à fournir une protection humanitaire acceptable une fois que l'intervention internationale qui accompagne la reconnaissance d'une crise à court-terme a cessé. L'insistance placée actuellement sur un renforcement du contrôle aux frontières est motivée par la peur et l'intérêt politique, et elle est encouragée par la clameur nationaliste et anti-immigration des groupes d'extrême-droite qui prend de l'ampleur.

En juin 2014, le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) a demandé aux autres pays européens de stopper les transferts vers la Bulgarie effectués dans le cadre du Règlement de Dublin,¹ parce que le système d'asile débordé de ce pays ne parvenait plus à faire face à une augmentation annuelle de 35 % des demandes d'asile. L'UNHCR qui travaille aux côtés de l'Agence nationale pour les réfugiés a été l'instigateur d'une amélioration notable des conditions d'enregistrement, d'admission, d'hébergement et de détention aux frontières en Bulgarie. Les capacités de l'Agence nationale pour les réfugiés ont été renforcées afin de faciliter des réformes administratives et d'améliorer les processus d'enregistrement des demandes, de délivrance de documents temporaires et d'évaluation des demandes d'asile. Parallèlement, des efforts majeurs de reconstruction et de réparation ont été entrepris dans les centres de transit, d'enregistrement et de réception jusque-là délabrés.

Cette impulsion internationale a permis d'atteindre des normes internationales minimales dès mai 2014, date à laquelle l'UNHCR a mis un terme à son rôle opérationnel et a annulé la suspension des transferts au titre de Dublin

vers la Bulgarie. L'État bulgare se retrouvait à nouveau avec l'entière responsabilité de mettre en place en termes de contenu, de rapidité et de priorités, un ensemble de solutions à long terme en réponse à la migration forcée et aux droits des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Dans l'année qui a suivi, le nombre des demandes d'asile en Bulgarie ne s'est ni stabilisé ni réduit. Entre janvier 2013 et fin 2015, plus de 25 000 demandes ont été déposées, ce qui équivalait à la totalité des demandes au cours des deux décennies antérieures. En 2015 uniquement, plus de 13 000 demandeurs d'asile sont entrés dans le pays, cette dernière augmentation est attribuée à un nombre accru de personnes qui cherchaient des routes vers l'Europe leur permettant d'éviter la traversée de la Méditerranée. On constate toutefois, un manque évident d'allant de la part de l'administration bulgare qui ne cherche pas à développer des capacités durables sur le long-terme pour s'occuper de ces personnes vulnérables et préfère plutôt se concentrer sur le contrôle à court terme des frontières et de l'intégrité territoriale.

Frontières et barrières

La totalité du tracé de la frontière bulgare-turque est maintenant équipée de technologies de surveillance de pointe, et notamment de détecteurs de mouvement sophistiqués, d'appareils d'imagerie thermique et de caméras de vision nocturne qui ont une portée de plusieurs kilomètres à l'intérieur du territoire turque. La frontière est surveillée par plus de 1500 policiers armés stationnés tous les 200 mètres, et 33 kilomètres du tracé sont recouverts d'une clôture en fil de fer barbelé de trois mètres de haut qu'il est prévu d'étendre sur 130 kilomètres supplémentaires depuis qu'en juin 2015 le Conseil des ministres a obtenu l'aval parlementaire nécessaire pour ce projet.

L'UNHCR recommande à la Bulgarie d'adopter une politique de gestion de sa frontière consciente des impératifs de protection assortie d'un programme d'admissions humanitaire permettant de traiter les demandeurs d'asile avec davantage d'efficacité et de sensibilité. Néanmoins, des cas crédibles de refoulement, d'intimidation, de violence physique et de refus d'entrée à la frontière continuent d'être signalés.

En attendant, ceux qui réussissent à déposer une demande d'asile attendent la détermination de leur statut dans l'un des six centres de réception, souvent sans avoir accès à des toilettes avec chasse d'eau, à des installations sanitaires séparées ou à des équipements permettant de cuisiner. Ces centres sont installés dans des bâtiments abandonnés, certes rénovés mais qui n'avaient jamais été prévus pour servir de logements à long terme. Le plus vaste d'entre eux, Voenna Rampa, était une école qui sert maintenant à héberger 600 demandeurs d'asile parfois pendant des mois, et qui ne fournit que deux repas de base par jour aux adultes et aux enfants sans distinction. Les mois passés à attendre la détermination du statut épuisent les ressources de tous ceux qui tentent de compléter eux-mêmes cet apport pitoyable. Officiellement incapable d'obtenir un emploi ou de suivre une formation, un demandeur d'asile qui se trouve là depuis plus de trois mois explique qu'il prend chaque jour un bus pour se rendre en ville simplement pour pouvoir quitter le centre de réception. « Qu'est-ce que je suis supposé faire ? Je ne peux pas rester assis indéfiniment. Je suis un être humain. Est-ce que qu'ils ne s'en rendent pas compte ? ».

Malheureusement, aussi difficile que soit la vie dans les centres de réception, il y a peu de chance pour que la vie s'améliore pour ceux qui obtiennent le statut de réfugié et prévoient de rester en Bulgarie. Depuis 2013, il n'y a eu absolument aucune politique d'intégration. Une fois qu'ils reçoivent la notification de l'approbation de leur statut, les réfugiés disposent de 14 jours pour quitter les centres de réception sans que l'État ne propose aucune assistance pour faciliter leur transition au sein de la société bulgare – pas de cours de langue, pas de formation pour développer ou détecter des compétences ou des qualifications transférables, sans accès à des logements, des emplois ou des réseaux sociaux.

Il n'est cependant pas possible de résoudre l'amélioration du traitement des demandeurs d'asile et d'obtenir une intégration réussie sur le long terme simplement en formulant des directives supplémentaires. L'efficacité

du droit international et des directives de l'UE est limitée par une rhétorique politique nationale à connotation raciste qui refuse de reconnaître que les droits de l'homme ne se limitent pas à un ensemble de normes minimales fixées par le droit international.

Le fait qu'il n'y ait pas de politique d'intégration clairement définie ne prive pas seulement des individus vulnérables de justice et de dignité mais prive également la société bulgare des capacités potentielles et des ressources que les réfugiés qui souhaitent vivre et travailler en Bulgarie pourraient lui apporter. L'intégration ne sera jamais un succès tant que les politiques gouvernementales et le langage officiel à l'égard de la migration, des réfugiés et de l'asile qui s'apparentent trop souvent à un discours de haine continueront de réduire la crise humanitaire à une question d'intégrité des frontières et de cohésion sociale. Dans ce contexte, c'est aux ONG indépendantes, qui manquent souvent de financement, qu'incombe la tâche difficile de faire évoluer les attitudes et d'apporter un soutien à l'intégration.

Le Refugee Project est l'une de ces organisations qui opèrent à Sofia.² Le projet recrute des bénévoles au sein de la société bulgare, et plus récemment à l'étranger, afin d'apporter un soutien informel en matière d'enseignement et d'éducation à l'intérieur des centres de réception de Sofia. La coordinatrice du projet, Katerina Stoyanova, explique: « Nous avons besoin d'un espace pour faciliter l'intégration, pour établir des liens et socialiser les arrivants. Les personnes qui se trouvent dans les centres n'ont aucune possibilité de rencontrer des membres de la collectivité locale, de créer des liens sociaux et sont discriminés par tous les partis politiques ».

Il n'est pas évident de percevoir dans quelle direction s'acheminent l'intégration officielle et les solutions à long-terme. La première difficulté dans l'établissement d'un cadre national de ce type passe par l'attribution de responsabilités départementales spécifiques: dans le cas de la Bulgarie à l'Agence nationale pour les réfugiés ou au Département du travail et de la politique sociale. Et en attendant, des programmes comme le Refugee Project ne peuvent pas être tenus responsables pour la mise en place de mesures officielles et durables d'intégration.

Eleanor E Roberts eleanor.roberts@trinity.ox.ac.uk
Étudiante en Philosophie, Politique et Économie à l'Université d'Oxford et bénévole avec Oxford Aid to the Balkans <http://oxabbulgaria.com>

1. www.refworld.org/docid/51d298f04.html

2. <http://refugeeproject.eu/en>



UNHCR/G. Kolesky